

Echanges équitables → Les paysans du Nord et du Sud n'ont pas les mêmes intérêts immédiats mais leur sort est lié, explique François Lille (association Survie/Biens Publics à l'Echelle Mondiale).

Paysans du Nord et du Sud : même combat ?

Le concept de "commerce équitable" est né en référence aux agricultures des pays du Sud de la planète. Pourtant, les paysans du Nord, français par exemple, réclament, eux aussi, de pouvoir bénéficier de relations commerciales et de conditions économiques équitables. François Lille, de l'association Survie/BPEM (Biens publics à l'échelle mondiale), sans prétendre épuiser ce sujet complexe, nous dit pourquoi la situation des uns et des autres est liée, sans être tout à fait identique. Il associe par ailleurs la situation des agriculteurs au droit des populations à l'alimentation.

Le droit à l'alimentation.

Echanges équitables Nord-Sud.

Et les paysans du Nord ?

tation bon marché pour le plus grand nombre : "Ces choix ont des conséquences pour la santé des catégories les moins fortunées, avec une augmentation de maladies. L'obésité est le signe le plus visible de cette malbouffe des pauvres et des jeunes".

"Au niveau mondial, cette alimentation défectueuse sur le plan sanitaire est pour beaucoup fondée sur l'importation directe et souvent indirecte à travers l'importation massive d'aliment du bétail. Tout cela aux dépens d'une agriculture locale de qualité mais aussi des producteurs du tiers monde dont la production est réorientée pour venir nourrir la suralimentation et la mauvaise alimentation des habitants du Nord. Le développement, au Sud, de cultures comme le soja ou le maïs (le plus souvent transgéniques) pour l'aliment du bétail des pays du Nord se fait aux dépens de l'environnement des pays du Sud et au prix du recul des cultures vivrières, donc de l'alimentation des gens du Sud."

Interdépendance
Au Nord, le défi qui se pose aux paysans "est de reconstruire une agriculture en harmonie avec l'environnement. Elle a besoin, pour se développer, de filières spécifiques", notamment en termes de distribution. "Quand on veut se nourrir correctement et que l'on en a les moyens, on s'aperçoit que tout n'est pas bien connecté. La connexion idéologique entre le bio et le commerce équitable, évidente en théorie, ne se retrouve pas en réalité dans la distribution."

"A côté du bio", précise au passage François Lille, "l'agriculture raisonnée est un superbe créneau, certainement plus opérationnel pour certaines cultures du tiers monde que le bio strict".



Djilali Benamrane, Maguy Mas (présidente de Survie Languedoc-Roussillon) et François Lille ont défendu la notion de biens publics lors de la Quinzaine de la Solidarité Internationale.

Il évoque la question des OGM et se porte en faux contre l'affirmation qu'ils "permettront de nourrir les affamés du monde entier" : "En réalité, les cultures transgéniques servent notamment à nourrir les poulets que nous mangeons nous et elles prennent la place des cultures vivrières du tiers monde". "C'est un circuit, mondial, qui se boucle parfaitement", au profit des grandes entreprises multinationales de l'agro-alimentaire.

Dans ce contexte, quelle est la place des paysans du Nord ? Pour François Lille, ils sont à la fois victimes de la Politique agricole commune de l'UE (par la baisse des revenus agricoles et la disparition d'exploitations) et bénéficiaires, la Pac permettant, dans la logique de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), d'exporter à bas prix et d'exercer "une concurrence déloyale meurtrière" sur les agricultures du tiers monde.

Mais, poursuit François Lille, "rien n'est simple" : "Lorsque l'Inde et le Brésil demandent l'ouverture des marchés du Nord pour leurs produits, on se demande si cette

ouverture ne va pas accroître le problème de la spécialisation des agriculteurs du Sud dans la production pour le Nord".

"Plutôt que de réclamer une ouverture des marchés du Nord peut-être vaut-il mieux réclamer la fermeture des économies du Sud, ou une ouverture très contrôlée ? Peut-on pour autant militer contre l'ouverture équitable des marchés du Nord aux produits du Sud ? On ne peut pas bâtir les revendications à la place des autres."

Par ailleurs, peut-on croire à un commerce équitable pour les paysans du Nord ? Pour François Lille, la question ne peut pas être dissociée des échanges mondiaux : "On est quand même en position de force. Qu'est-ce qu'on achèterait au Sud qui ne soit pas au détriment de leurs besoins essentiels ?". Il cite les haricots verts du Burkina Faso et du Sénégal, qui arrivent en France par avion, les tomates, la Perche du Nil, qui représente "des protéines indispensables pour les populations de l'Afrique des grands lacs et qui sont détournées vers les marchés du Nord".

La réponse, au Nord, est peut-être de "développer une agriculture raisonnée et équitable : en trouvant ses marchés, elle va pousser les gens à manger des produits de saison, meilleurs et qui n'induiront pas des coûts et des dépenses d'énergie liées au transport par avion. Cela va recentrer notre agriculture et ce sera tant mieux".

L'enjeu, pour les paysans du Nord, est aussi de ne pas subir la concurrence de produits importés à moindre prix que les leurs (en fruits et légumes par exemple) et de se défendre face à la concentration de la distribution, le tout pour vivre dignement de leur métier.

Peut-être le combat commun aux paysans du Nord et du Sud est-il d'agir auprès de leurs dirigeants pour réorienter les politiques économiques et les échanges dans un sens plus équitable pour les uns et les autres.

Ph.C.

LA PÊCHE

François Lille cite l'exemple de la pêche pour illustrer l'inégalité des relations économiques Nord-Sud : "Les pêcheurs français et japonais dégradent en ce moment les côtes d'Afrique et prélèvent une grande partie des protéines dont les Africains ont besoin, qu'ils consomment à travers le poisson séché. Aujourd'hui, au Sénégal, les pêcheurs locaux ne trouvent plus de poisson sur la côte ; avec leurs pirogues, ils n'ont pas les moyens d'atteindre des zones de pêche éloignées. Certains se reconvertissent dans le transport d'émigrants ou émigrent eux-mêmes. On crée des migrations de la faim là où il y avait de quoi manger."

En même temps, poursuit-il, "les pêcheurs bretons ou sétois gagnent de moins en moins d'argent, travaillent de plus en plus, voire sont remplacés par des matelots du quart-monde, malgaches par exemple dans les zones françaises des mers du Sud, qui ont des salaires plus bas, font plus d'heures, ont moins de congés et gagnent huit fois moins qu'un marin breton."

SURVIE ET BPEM

Tous deux membres de l'association Survie, François Lille et Djilali Benamrane étaient dernièrement à Montpellier à l'occasion de la quinzaine de la Solidarité Internationale.

Survie est née à la suite des travaux de François-Xavier Verschave, journaliste, sur la "Françafrique", c'est-à-dire les réseaux de pouvoir en Afrique et les complications entre le pouvoir français et les régimes africains. Cette association s'est donnée pour objectif principal la dénonciation du néo-colonialisme, du détournement de l'aide publique au développement et de la confiscation des richesses des pays "en voie de développement" par les pays développés.

BPEM, Biens publics à l'échelle mondiale, est une branche de Survie, qui travaille de façon thématique. Elle dénonce le fait que, dans le cadre de la mondialisation, un certain nombre de "biens publics" sont détournés au nom de la libre entreprise. Elle travaille sur un certain nombre de thèmes : le transport maritime, la santé, les télécommunications, l'eau, l'alimentation, le travail...

Deux sites internet : www.survie-france.org et www.bpem.org

Ph.C.

Biens publics : menacés par la mondialisation

"Un bien public est un bien socialement construit pour répondre à un besoin essentiel de la population", qui donc ne devrait pas être confisqué par des intérêts privés, explique Djilali Benamrane. Membre de Survie/BPEM, économiste, il a longtemps travaillé pour le PNUD (programme des Nations Unies pour le développement). Et il participait à la Quinzaine de la Solidarité Internationale.

Djilali Benamrane cite des exemples de "biens publics" : la santé, l'éducation, l'information... Autant de besoins qui relèvent de la dignité humaine et qui sont définis par la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Selon les pays et leur histoire, ces biens publics se sont construits selon des modèles différents. Ils ont souvent été pris en charge par

l'Etat ou par des initiatives citoyennes ; ils sont aussi assurés par le secteur privé, pour le compte de l'ensemble de la population. Avec la mondialisation, les biens publics sont plus que jamais en danger, explique Djilali Benamrane. Notamment du fait de la diffusion des idées néo-libérales, par exemple par l'économiste Paul Samuelson, qui considèrent que le marché doit seul s'occuper de l'économie, que l'Etat doit donc s'en désengager, et que la gestion du privé est plus efficace. Par exemple, si l'alimentation en électricité d'un village éloigné n'est pas rentable, "c'est la collectivité qui doit en supporter le coût".

D. Benamrane conteste cette vision : "Finalement, selon eux, n'est public que ce qui peut servir de béquille au marché". En même temps, les entreprises privées réalisent des bénéfices sur des activi-

tés d'intérêt public qui pourraient être gérées à moindre coût. "D'accord pour l'intervention du privé quand il y a une compétitivité équilibrée", dit D. Benamrane, "mais il a été prouvé que le marché ne réduit pas forcément les coûts". La menace contre les biens publics "apparaît plus nettement en Afrique" : la Banque Mondiale et le FMI, à travers les programmes d'ajustement structurel, demandent aux pays africains, en échange des financements apportés, de privatiser l'eau, l'électricité, la radio, une compagnie d'aviation... "On amène les Etats à privatiser ce qui est rentable et à investir dans ce qui ne l'est pas."

Selon Djilali Benamrane, "les institutions onusiennes sont soumises à la pensée unique dominante" en matière de déclin du rôle de l'Etat. "La France n'a jamais opposé son veto à cette façon de faire. Elle

appuie avant tout les intérêts de ses entreprises."

Cette politique, poursuit-il, est à courte vue car "elle maintient des populations dans un état de sous-développement et qu'elle risque de provoquer une déstabilisation mondiale".

Pour ce qui est du service public en France, Djilali Benamrane estime que l'on a "confondu bien public et entreprises publiques qui sont devenues tout sauf publiques parce qu'elles sont gérées par de hauts fonctionnaires qui n'ont pas de comptes à rendre. Les utilisateurs ne se sont plus sentis concernés par un système devenu plus pernicieux que le marché. Les citoyens doivent être partie prenante dans la façon dont sont gérés les services publics".